

RÉGIMES DÉMOGRAPHIQUES ET TERRITOIRE : les frontières en question

*Colloque international de La Rochelle
22 - 26 septembre 1998*



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE

AIDELF

L'État d'Israël de 1948 à l'après guerre froide : essai de lecture des interactions entre reconfigurations géopolitiques et régimes démographiques

William BERTHOMIÈRE

Équipe Migrinter/UMR 6588 CNRS-Université de Poitiers, France

« Israël est sans doute le seul endroit au monde où le présent se conjugue alternativement au futur et au passé et où la réalité ne se comprend qu'à travers l'imaginaire. »

Shimon Pérès, *Le voyage imaginaire. Avec Théodore Herzl en Israël, 1998.*

Les frontières d'Israël sont le fruit de divers événements qui se sont déroulées du siècle dernier jusqu'à nos jours. Les tracés frontaliers actuels sont issus principalement d'une réorganisation du Moyen-Orient née des reconfigurations des aires de domination des grandes puissances mondiales, d'un mouvement national que le terme de sionisme politique peut résumer - et auquel est venu répondre un nationalisme palestinien représenté principalement par l'OLP - et plus récemment, par un réinvestissement des puissances mondiales sur la scène moyen-orientale (sommet de Madrid et accords d'Oslo).

Ce dernier épisode constitue en fait un double mouvement complexe où, d'une part, une action concertée a relancé la question des frontières dans ces espaces disputés et où d'autre part, l'affaiblissement d'un des acteurs de cette relance (l'URSS d'alors) aux contours socio-politiques fragilisés par l'éclatement, a permis un éveil migratoire d'une réelle intensité dont les répercussions se sont centrées essentiellement sur la dite scène moyen-orientale. Au cours de cette période récente, Israël a vu son régime démographique totalement perturbé par l'effondrement du bloc communiste. Plus de 700 000 personnes ont émigré d'ex-URSS vers Israël et sont venues troubler l'esquisse en cours des frontières politiques et sociales au Moyen-Orient.

Dans une lecture plus globale, l'approche systémique du monde que ce soit dans une évolution où viendrait s'exprimer un passage du national au transnational, du local au global ou dans un contexte particulier comme celui des logiques diasporiques tend à montrer, et tel sera notre propos, la complexité des analyses prospectives en termes de dialectique régimes démographiques/frontières politiques.

1 - Rôle de la démographie dans la construction d'Israël

Au cours des années qui suivirent la création de l'État d'Israël - où la population a plus que doublé -, la croissance démographique juive n'a cessé de s'affaiblir, passant de plus de 9% sur la période 1948-1961 à seulement 1,5% avant les événements de 1989 (cf. tableau 1).

Cette perte de dynamisme fut imputée à la baisse de la nuptialité et de la fécondité mais son origine se trouve principalement dans la chute de l'immigration, de l'aliyah (terme hébreu signifiant l'immigration juive en Israël). Les grands établissements diasporiques mondiaux n'ont en effet que très peu participé aux mouvements migratoires vers le foyer national juif. La structuration en réseaux dans une logique transnationale était clairement définie. Au sein du monde juif, les rôles et devoirs de chacun se répartissaient nettement dans un rapport centre/périphérie qui a été très amplement étudié ces dernières années. Ainsi, les communautés américaines, française, britannique et sud-africaine pour ne citer que les principales se sont stabilisées, ont poursuivi leur intégration dans leur pays de

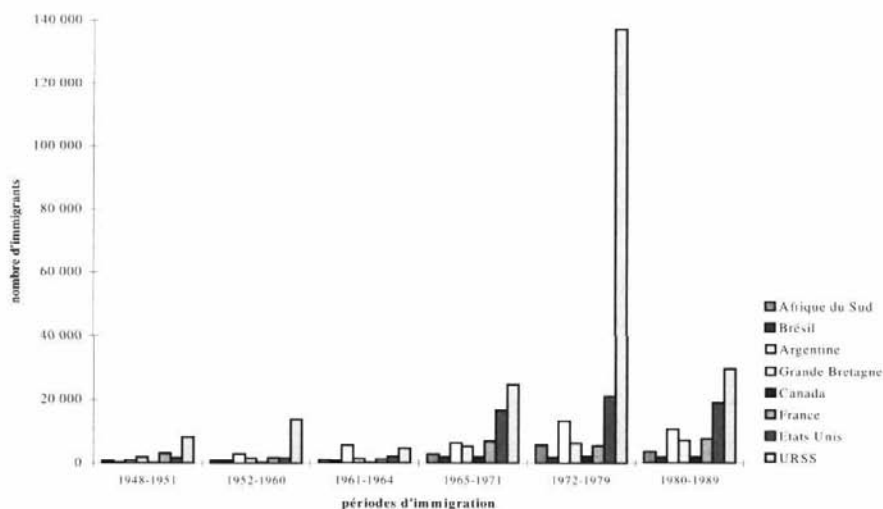
résidence et n'ont vu émigrer vers Israël qu'une très infime frange de leur groupe¹. La communauté américaine a essentiellement consacré ses efforts dans l'aide à l'alyah - tel fut le cas avec les juifs soviétiques - et dans le soutien financier d'Israël. Seule la Guerre des Six jours (1967) a véritablement eu un impact migratoire sur ces communautés. Comme le souligne le graphique 1, nombreux furent les juifs américains, français et britanniques à émigrer vers un Israël éprouvé, commotionné par cette guerre afin de témoigner leur attachement à l'État juif. Cet épisode a révélé la complexité du monde diasporique où d'un point de vue intellectuel des hommes ont pu exprimer comme R. Aron, leur statut de « juif assimilé », tout en affirmant que si on laisse détruire ce petit État, on leur enlèverait « la force de vivre » (Bensimon, 1994 : 133-134)².

TABLEAU 1 - POPULATION ET TAUX DE CROISSANCE ANNUEL EN ISRAËL (1948-1996)³

	Périodes									
	1948-1960	1961	1961-1971	1972	1972-1982	1983	1983-1989	1990	1990-1996	1996
Population juive		1 981 700		2 752 700		3 412 500		3 946 700		4 637 400
Taux de croissance annuel de la population juive (%)	9,2		3		2,2		1,5		3,1	
Population non-juive		252 500		472 300		706 100		875 100		1 122 000
Taux de croissance annuel de la population non-juive (%)	3,6		4,5		3,7		3		4	

Source : *Statistical Abstract of Israel 1997*, Central Bureau Statistics, Jerusalem, 1998.

GRAPHIQUE 1 - FLUX D'IMMIGRATION ISSUS DES SEPT PLUS GRANDS ÉTABLISSEMENTS DIASPORIQUES MONDIAUX



Source: Central Bureau of Statistics, Jerusalem

¹ L'ensemble du flux d'immigration constitué par les communautés américaine (États-Unis et Canada), française et britannique ne constitue que 6,3% du flux d'immigration entre 1948 et 1989 (5,5% pour 1948-1996).

² Cette période a vu s'opérer de significatives reconfigurations géostratégiques au Moyen Orient dont le retrait diplomatique de l'URSS en Israël associé à un soutien soviétique fort apporté à la Syrie et à l'Égypte, la condamnation par De Gaulle de « l'agression israélienne » ainsi qu'un désinvestissement de la France au Moyen Orient et parallèlement, un renforcement des liens entre Israël et la diplomatie américaine faisant ainsi de la scène Moyen Orientale, une place centrale de l'affrontement entre les deux grandes puissances mondiales, ont été les points forts.

³ La population non-juive comprend principalement les populations musulmane, chrétienne et druze d'Israël.

Outre ce témoignage fort des grandes communautés juives mondiales, cet « artefact » dans le continuum migratoire israélien n'a pas effacé le sentiment d'une « perte d'influence d'Israël sur la diaspora », remettant ainsi en cause le projet sioniste de l'État. A cette frontière socioculturelle qui s'érigeait alors entre « juifs de l'intérieur et de l'extérieur » sont venus s'ajouter d'autres points de rupture comme la question des territoires occupés (conquis en 1967) ou l'expression d'identités juives religieuses et a-religieuses.

Sur un plan sociologique, ces reconfigurations tant en Israël qu'au sein de la diaspora ont été des événements riches en questionnements où ont pu s'exprimer des craintes comme en témoigne le livre de G. Friedman intitulé « Fin du peuple juif ? », et où la question des liens entre identité culturelle et territoire a été des plus prégnantes. Une rupture flagrante s'opérait donc entre régime démographique et idéologie comme le soulignent les choix de la communauté soviétique : au cours des années 70-80, son projet migratoire fut symptomatique de la perception d'Israël par les communautés juives mondiales, nombreux furent les juifs soviétiques qui possédant un visa pour Israël, optèrent pour une autre destination une fois passés les frontières de l'Union. Entre 1975 et 1989, 68,7% des juifs qui ont quitté l'URSS ne se sont pas dirigés vers Israël mais vers les États-Unis principalement⁴.

Sur un plan démographique, une telle dynamique fut nettement perceptible. A la chute constante du taux de croissance annuel est donc venue s'ajouter celle de la part de la population juive née à l'étranger qui en s'érodant de décennie en décennie a affirmé la fin de l'ère des *aliyoth* (cf. tableau 2).

TABLEAU 2 - ÉVOLUTION STRUCTURELLE DE LA POPULATION JUIVE D'ISRAËL (1948-1996)

	1948	1961	1972	1983	1990	1996
Population totale d'Israël	872 700	2 179 500	3 147 700	4 037 600	4 821 700	5 759 400
Population juive d'Israël	716 700	1 932 400	2 686 700	3 350 000	3 946 700	4 637 400
Part de la population juive née à l'étranger (%)	64,6	62,2	52,6	42,5	38,1	38,4

Source : *Statistical Abstract of Israel 1995 & 1997* et *Israël in figures (1960-1996)*.

C'est sur le thème de la politique israélienne que ces changements de rythme démographique ont été les plus intéressants. L'arrivée au pouvoir de la droite en 1977, avec l'élection de Menahem Begin, a bouleversé la vision des frontières en Israël. Au cours de cette période, une véritable rupture s'est créée entre régime démographique et frontières géopolitiques. Malgré un mouvement vers une convergence démographique que symbolisait notamment une tendance à l'homogénéisation des comportements en termes de fécondité chez les différents groupes juifs et non-juifs (Goldscheider, 1992, Della Pergola, 1997), le projet collectif de société a échoué⁵. Le double jeu politique de la droite israélienne⁶ a conduit à une radicalisation des rapports entre Juifs et Arabes où à l'oppression israélienne a répondu une « revanche des berceaux » chez les Palestiniens qui a mené les deux peuples sur la voie d'une

⁴ cf. Dominitz Y., « Israel's immigration policy and the dropout phenomenon » in Lewin-Epstein N. et al. (ed.) 1997, *Russian jews in three continents : migration and resettlement*, London : Frank Cass (The Cummings center series), p. 119

⁵ Pour exemple, au début des années 50, les indices synthétiques de fécondité allaient du simple au double entre juifs et musulmans, respectivement 3,64 et 7,96, après deux voire trois décennies les écarts se sont considérablement resserrés dans une fourchette oscillant de 2,69 et 4,70.

⁶ Les accords de paix signés avec le Président Sadate ont été pour Menahem Begin, une stratégie politique qui visait à « brader » le Sinaï dans l'espoir de conserver la Cisjordanie », cf. notamment Barnavi E., 1982, *Israël au XX^{ème} siècle*, Paris, PUF (L'historien), p. 268.

guerre démographique et les a éloigné d'un éventuel processus de paix⁷. En Israël, l'amorce d'un mouvement où « le temps chronologique de l'histoire moderne » comme l'a souligné Nicole Lapierre aurait dû (notamment par la « normalisation du régime démographique ») prendre le pas, sur celui du « mythe du retour, du temps cyclique qui s'ancre dans l'évidence immuable d'un donné originel et abolit l'histoire », a été totalement freinée⁸. Comme pour signifier ce retour au temps du mythe, la Cisjordanie d'alors s'est vue rebaptisée Judée-Samarie, renouant ainsi avec l'idée du « Grand Israël ». Un net développement des colonies dans les territoires occupés - sous l'impulsion du *Gouch Emounim*⁹ principalement - a été opéré. Entre 1977 et 1988, la population juive de la seule Cisjordanie est passée de 3 176 à 67 000 personnes (Newman, 1991 : 25).

Dans le milieu scientifique, cette époque fut caractérisée par le développement de nombreuses analyses prospectives sur la croissance des « populations rivales ». Ceci a démontré, une fois encore, l'extrême similitude et l'importance du rapport qu'il y avait entre régime démographique et territoire¹⁰.

A cette ère du nationalo-mysticisme du Grand Israël, où la colonisation s'est poursuivie avec des chiffres records comme plus de 14 000 nouveaux colons pour la seule année 1984 (Newman, 1991 : 29), a succédé une période d'affaiblissement idéologique en Israël¹¹. Trois éléments principaux expliquent cet affaiblissement idéologique. Premièrement, en parallèle à ces records de croissance de la population juive dans les territoires occupés est venu s'opposer un mouvement tout autant empreint de symbolisme, à savoir l'émigration juive d'Israël ou *Yerida*¹². A trois reprises, en 1985, 1986 et 1988, la balance migratoire juive fut négative (respectivement -4 700, -4 800 et -600). Deuxièmement, la contestation palestinienne a pris une ampleur considérable. Le déclenchement de l'Intifada, en décembre 1987, marque le changement de contexte politique. Troisièmement, à partir de 1988, la source d'alimentation des colons montre des signes de tarissement (Foucher, 1988 : 359, Newman, 1991 : 29-31).

Ainsi, à l'aube du renouveau migratoire que va constituer l'immigration juive d'ex-URSS, il apparaît nettement que l'histoire géopolitique d'Israël a toujours été guidé en regard de l'impact du régime démographique sur le territoire. « L'instrumentalisation de la démographie » a constitué une pierre angulaire de la pensée étatique et a permis d'asseoir un dispositif de contrôle territorial non seulement dans les territoires conquis en 1967 mais aussi dans ceux du Nord et du Sud d'Israël où la population juive constituait une minorité parmi d'autres. Cette ligne politique a toujours constitué, quels que soient les partis politiques, une valeur centrale en

⁷ En 1972, la population arabe (Israël, Cisjordanie et Gaza) comptait 1 462 000 personnes et 2 686 700 pour la population juive. En 1987, respectivement 2 176 300 et 3 612 900 et en 1993, 2 792 000 et 4 435 200. Actuellement, les données sont de 3 600 000 et 4 637 000.

⁸ Lapierre Nicole, « Le modèle de la diaspora juive en Europe », in Gallissot R., ed., 1993, *Pluralisme culturel en Europe. Culture(s) européenne(s) et culture(s) des diasporas*, Paris : L'Harmattan (L'Homme et la Société), p.32

⁹ Le Gouch Emounim ou « Bloc de la foi », groupe de sionistes-religieux créé au lendemain de la Guerre du Kippour, prône au nom d'un « messianisme territorial » l'implantation dans les territoires afin « d'accélérer le processus de rédemption ». Voir notamment Dieckhoff A., 1993, *L'invention d'une nation. Israël et la modernité politique*, Paris, Gallimard (nrf essais), 352 p. et Attias J.-C., Benbassa E., 1998, *Israël imaginaire*, Paris, Flammarion, (essais), 391 p.

¹⁰ voir notamment Chagnollaude J.-P., 1983, « Palestine : l'enjeu démographique », *Revue d'études palestiniennes*, n°7, Printemps, pp. 21-52 et Moore J., 1992, « Immigration and the demographic balance in Israel and the occupied territories », *Middle East Policy*, vol. I, pp. 88-105.

¹¹ voir le chapitre « Les territoires occupés depuis 1967 et l'imaginaire juif » (pp.363-384) de Eisenzweig U., 1980, *Les territoires occupés de l'imaginaire juif*, Paris, Christian bourgeois. Notons également que la guerre du Liban avait profondément marqué les Israéliens et fait naître une « vague critique » en diaspora.

¹² cf. notamment Sabatello E., « Évaluation de l'émigration d'Israël : mesures actuelles et perspectives » in AIDELF (1988), *Les migrations internationales. Problèmes de mesure, évolutions récentes et efficacité des politiques*, Séminaire de Calabre (8-10 septembre 1986), Aidelf, n°3, pp. 25-35.

Israël. Selon Tom Segev¹³, dès les premières heures de l'État, Ben Gourion déclarait, « non pas en vertu d'un quelconque désir de sauver les juifs » que « l'avenir de l'État dépendait de l'immigration ». Au cours des années 70-80, le refus aveugle de constater les restructurations socio-démographiques a mené nécessairement sur cette période vers une limite : l'inadéquation entre réalité démographique et accession au mythe du « Grand Israël ». La contestation grandissante chez les Israéliens ajoutée à la vive opposition palestinienne ont, nous semble-t-il, conduit, ou contraint, le gouvernement israélien d'Y. Shamir à accepter l'échec et à avancer vers la table des négociations avec les Palestiniens (Conférence de Madrid, octobre 1991). Au Moyen Orient, un tel processus a été renforcé par le contexte post-guerre froide où l'on évoluait vers la fin de l'affrontement Est/Ouest par Israéliens et Palestiniens interposés¹⁴. La variété des niveaux de décision et d'influence, et par conséquent, des échelles d'analyse, tend à démontrer qu'au cours de cette période, la perte de dynamisme démographique désactivait le courant symbolique et voyait donc les ambitions territoriales d'Israël s'amoinrir. Toutefois, l'événement géopolitique majeur qu'a été l'éclatement du bloc communiste et ses conséquences migratoires est venu totalement perturber la dynamique de fléchissement de l'idéologie sioniste.

2 - L'effondrement du bloc communiste ou la tentation d'un retour au mythe

Les événements de 1989 ont eu de multiples conséquences notamment sur le plan démographique et plus particulièrement en termes migratoires. Pour les minorités nationales de l'Ex-URSS, ce bouleversement géopolitique a rendu caduque leur « assignation à résidence ». Les minorités allemande, juive et grecque ont retrouvé une totale liberté de mouvement. Un simple regard sur la configuration migratoire post-1989 confirme l'entrée de ces minorités dans l'ouverture créée par la chute du mur de Berlin. Sur les 450 000 personnes qui ont quitté l'URSS en 1990, 45% se sont dirigés vers Israël, 42% vers l'Allemagne, 6% vers les États-Unis et 5% vers la Grèce (Vichnevski, 1992 : 44). Actuellement, « l'empreinte ethnique » de cette émigration tend quelque peu à s'estomper. Seule la part de l'émigration allemande au sein du flux global d'émigration (à la lecture des données pour la seule Russie) s'est pérennisée. Entre 1993 et 1995, plus de 50% des émigrants étaient de nationalité allemande, plus de 25% russe et seulement 13,5% juive¹⁵ (CDEH, 1997 : 156).

TABLEAU 3 - L'IMMIGRATION EN ISRAËL (1990-1997)

Pays d'origine	Années d'immigration			
	1990-1995	1996	1997	1990-1997
Ex-URSS	597 230	58 900	54 600	710 730
Éthiopie	31 026	1 411	1 653	34 090
Autres	59 807	8 247	9 750	77 804

Source : Monthly bulletin of statistics, Février 1998, Central Bureau of Statistics, Jerusalem

Avec une immigration d'ex-URSS de plus de 700 000 personnes entre 1990 et 1997, Israël a donc dû gérer une véritable « ruée vers l'Ouest » (cf. tableau 3)¹⁶. Ce renouveau

¹³ Segev T. (1998), Les premiers Israéliens, Paris : Calmann-Lévy, p. 121.

¹⁴ cf. Durand M- F. et al. (1993), *Le Monde : espaces et systèmes*, Paris : Presses de la FNSP/Daloz (Amphithéâtre), p.441 et Heacock R., « La politique américaine au Proche Orient. Retour de la géopolitique », *Confluentes Méditerranée*, été 1996, pp. 115-124.

¹⁵ Sur les 100 000 émigrants de Russie en 1995, 72 800 se sont dirigés vers l'Allemagne, 12 700 vers Israël, 9 000 vers les États-Unis et 5 500 vers d'autres destinations (CDEH, 1997 : 156).

¹⁶ L'importance de cette immigration tend actuellement à s'amoinrir. En 1996 et 1997, la barre des 60 000 immigrants de l'ex-URSS, qui semblait être un minimum, n'a même pas été franchie. Il est toutefois bien difficile d'envisager l'évolution de cette migration en termes de seuil et d'équilibre car la situation actuelle est contingentée par de multiples facteurs (liés, à la fois, au pays d'accueil et à celui d'origine).

démographique induit par l'immigration d'ex-URSS et d'Éthiopie dans une moindre mesure, a permis au taux d'accroissement de franchir à nouveau la barre des 3% annuel (cf. tableau 1).

La reprise d'un régime migratoire conséquent a encouragé le gouvernement israélien à renouer avec une vision mythique. Y. Shamir voyait dans ce renouveau le moyen de mener à bien ses projets de « Grand Israël ». Comme il l'a montré lors d'entretiens pour les festivités du 50^{ème} anniversaire d'Israël, cette migration venait renforcer ses idées à savoir que les juifs allaient devenir un « peuple normal » car « la grande majorité d'entre-eux résideraient en Israël et seulement une minorité à l'extérieur »¹⁷. De plus, l'importance de l'immigration justifiait un arrêt des négociations avec les Palestiniens car « le retour des terres à ces derniers, priverait Israël d'espaces pour absorber tout son peuple »¹⁸. Une telle démarche montre, dans ce cas, l'importance de l'interaction entre réactivation démographique et géopolitique.

La perception de la vague migratoire par les gouvernants conservateurs révèle, une fois encore, une rupture dans le déroulement du projet de société par une réinterprétation - faussée - de celui-ci par l'institution. En terme de dialectique Institution/Imaginaire pour reprendre les interprétations données à ce sujet par C. Castoriadis, nous pourrions signifier cette rupture par le fait que « le symbolisme a présupposé la capacité imaginaire » dans le sens où le gouvernement a révélé sa capacité à voir dans ce renouveau démographique ce qu'il n'était pas, de le voir autre qu'il n'était¹⁹. Les polémiques en Israël sur l'orientation au-delà de la ligne verte des constructions pour accueillir les migrants et les protestations des Palestiniens et de la communauté arabe en générale révélèrent à nouveau les clivages sous-jacents (Aronson, 1990, JMCC, 1990, LDLP, 1991). En 1992, la sanction politique du gouvernement qu'a été l'élection de Y. Rabin a montré l'incohérence entre le projet de société désiré par les Israéliens et celui dessiné par le gouvernement Shamir²⁰.

Néanmoins, cette volonté exprimée par le vote des Israéliens n'a pas empêché la nouvelle équipe dirigeante, même si elle n'affichait pas les mêmes orientations que la précédente, de renouer avec des desseins politiques très empreints de ceux définis, 45 ans plus tôt, par Ben Gourion. Si aucune politique d'incitation à l'implantation dans les territoires occupés n'a été explicitement affichée, le mouvement de colonisation ne s'est pas tari pour autant. Au lieu de faire table rase des orientations précédentes, il s'est agi avant tout d'une re-hiérarchisation des priorités et des objectifs.

Premièrement, renouant avec les préceptes de Ben Gourion, le renouveau du régime démographique israélien lié à l'envol de sa composante migratoire a été perçu comme le moyen de « sécuriser » les frontières de l'État. La marge septentrionale d'Israël, la Galilée, a été la première à bénéficier de ce renouveau démographique (cf. carte ci-jointe). Les villes de Karmiel, Nazareth Illit et même Qazrin dans le Golan ont vu leur population croître de façon sensible contrebalançant ainsi la croissance naturelle des populations non-juives (Falah, 1991, Courbage, 1993, Yiftachel, 1992 et 1996, Berthomière, 1998) (cf. tableau 4 et carte). Les tensions inter-ethniques entre les diverses communautés de Galilée en ont été quelque peu exacerbées. Le sud du pays a également connu une nette croissance avec l'immigration. Aujourd'hui, le district Sud est d'ailleurs le premier choix de résidence des ex-soviétiques

¹⁷ Selon le Central Bureau of Statistics, en 1996, la population juive mondiale était estimée à 13 millions de personnes dont 36% résidaient en Israël.

¹⁸ *Jerusalem Report*, numéro spécial 50 ans, mai 1998. Cf. également l'ouvrage de Ilan Greilsammer, 1998 : p. 451. (réf. en note 17)

¹⁹ cf. la notion d'imaginaire dernier ou radical chez Castoriadis C., 1975. *L'institution imaginaire de la société*. Paris : Seuil (Esprit), p. 177.

²⁰ On soulignera toutefois que certains auteurs ont interprété le changement de majorité de 1992 comme une conséquence presque exclusivement liée aux mécontentements des immigrants d'ex-URSS, en regard des problèmes d'intégration, et « aucunement en raison d'une évolution idéologique du pays ». Voir notamment Greilsammer I., 1998. *La nouvelle histoire d'Israël. Essai sur une identité nationale*. Paris, Gallimard, p. 450 (nrf essais).

(cf. carte). L'établissement de réseaux de migrants entre Israël et l'ex-URSS a eu impact primordial dans l'application du projet de consolidation des frontières d'Israël. Les villes et colonies israéliennes, pensées politiquement comme des territoires à développer prioritairement, ont vu, sous l'effet de politiques d'incitation, directe ou indirecte, à l'établissement de nouvelles populations juives, des ponts migratoires, tissés par les réseaux de migrants, s'établir directement entre l'ex-URSS et Israël. Ces espaces ont donc connu une croissance démographique considérable du fait de ce bouleversement géopolitique mondial.

TABLEAU 4 - POPULATIONS JUIVE ET NON-JUIVE DANS LES DISTRICTS NORD ET SUD (1983-1996)

District Nord	Population juive	Population non-juive
1983	328 100	329 700
1989	364 800	397 900
1996	480 300	497 600
District Sud	Population juive	Population non-juive
1983	436 200	49 500
1989	472 600	69 300
1996	680 200	118 500

Source : Central Bureau of Statistics, Jerusalem

Deuxièmement, Jérusalem-Est, avec plus 25% de population juive entre 1992 et 1996, a reçu toutes les faveurs du gouvernement Rabin-Pérès. Comme l'a souligné Frédéric Encel (1998 : 159), jamais dans cette partie contestée de Jérusalem, la population juive n'avait enregistré une telle expansion. Cette volonté résonnait encore une fois avec les préceptes de Ben Gourion qui avait déclaré dès 1967, « l'important est qu'il y ait des Juifs ici » mais aussi avec la conception du territoire national chez Y. Rabin (Dieckhoff, 1987 : 142-143, 1996 : 167-176). Ce dernier voyait dans la partie orientale de Jérusalem un espace-tampon, une zone de sécurité où devaient s'installer des Juifs. Dans cette logique, le développement de quartiers comme Pisgat Zeev ou Neve Yaacov au nord-est de Jérusalem est un exemple type d'interrelations entre régime démographique et frontières²¹. Ces quartiers, toujours sous l'effet des réseaux de migrants, ont accueilli plus des deux-tiers de l'immigration soviétique (CBS, 1998 : 74).

Cette politique, en plus d'envenimer la situation entre Palestiniens et Juifs puisque celle-ci a mené, dès 1993, à la supériorité numérique des juifs dans la partie orientale de Jérusalem, a aggravé la séparation entre laïcs et orthodoxes. La concentration de la population ex-soviétique - en générale peu religieuse - dans ces quartiers périphériques de la ville à laquelle vient s'ajouter celle des laïcs ulcérés par l'intolérance des orthodoxes contribuent à tracer une nouvelle frontière socioculturelle dans cette ville déjà suffisamment lacérée par les fractures judéo-arabes. Jérusalem est devenue le lieu de cristallisation des affrontements entre les différents groupes juifs et arabes qui composent l'hétérogène société israélo-palestinienne.

Troisièmement, la ligne politique visant à distinguer dans les négociations israélo-palestiniennes, des colonies politiques et des colonies de sécurité a contribué à l'accroissement des populations juives en Cisjordanie (Dieckhoff, 1996 : 169-170). La faiblesse des coûts des logements en comparaison de ceux à proximité des grands bassins d'emplois d'Israël et les

²¹ Sur l'aménagement de Jérusalem-Est, on pourra consulter l'article de Sara Kaminker, « Jérusalem-Est, un cas d'école en matière de planification politique », in Dhoquois-Cohen et al. (dir.) (1997), *Jérusalem, ville ouverte*, Paris : L'Harmattan (Les Cahiers de Confluences).

avantages fiscaux consentis aux résidents des colonies ont fait de ces espaces des lieux privilégiés d'implantation des ex-soviétiques et des populations juives à faible revenu. La lecture des mobilités internes confirme l'installation des migrants dans les colonies (cf. carte). En 1995, des colonies comme Ariel (13 800 habitants), à quelques dizaines de minutes de Tel Aviv, ou Ma'aleh Adoumim (19 300 habitants) à l'Est de Jérusalem regroupaient respectivement 23,9% et 10,9% d'ex-soviétiques (CBS, 1998 : 17-18). Entre 1988 et 1996, le nombre de colons résidant au-delà de la ligne verte est passée de 67 000 à plus de 145 000.

Au cours de ces dernières années, le territoire n'a certes plus été envisagé en termes de « Grand Israël » mais la poursuite du mouvement de colonisation en quelconque lieu qu'il soit, ou à quelconque échelle qu'il soit, a alimenté les tensions qui parcouraient un processus de paix qui avait déjà du mal à trouver ses marques.

Conclusion

Après cette dernière période où la vision des frontières semblait donc abandonner l'espace du mythe pour celui du vécu, du compromis, le balancier a néanmoins trouvé la force qui l'a fait pencher, une fois encore, en cette direction périlleuse du nationalo-mysticisme. L'assassinat d'Y. Rabin perpétré par des « fous de Dieu », puis les troubles au sein de la société israélienne (accroissement du clivage laïc/religieux) et dans les relations israélo-palestiniennes (attentats palestiniens et répression militaire israélienne) et enfin l'accession au pouvoir d'un gouvernement renouant clairement avec une politique des plus intransigeantes ont contribué à rendre bien difficile la lecture du futur de cet espace géopolitique.

A l'échelle locale, la situation actuelle semble renforcer le fossé entre Israël et les Palestiniens. La colonisation a eu un double effet : une déstructuration de l'espace palestinien et la création d'un état de dépendance des Palestiniens envers les Israéliens. Progressivement, par l'intermédiaire des bouclages réguliers des territoires occupés, une frontière est venue s'ériger entre Israël et son voisin palestinien. Les conséquences en sont dramatiques car l'interdiction d'entrée faite aux travailleurs palestiniens a été ressentie comme une peine collective des plus dures. Le récent recours à une main-d'oeuvre venue d'Europe centrale ou d'Asie du sud-est, en remplacement des Palestiniens, pour répondre à la demande israélienne est une des illustrations de cette frontière. A l'échelle régionale, il apparaît nettement que l'événement mondial qu'a constitué l'effondrement du bloc communiste a eu de conséquentes répercussions au Moyen Orient. L'interaction des éléments nationaux et transnationaux permettent aujourd'hui de voir un « bloc turco-israélien », étendant ses territoires jusqu'en Asie centrale grâce aux réseaux communautaires des deux groupes formant cette nouvelle alliance, se lever pour marquer une rupture, une frontière, avec la sphère iranienne²². Tous ces éléments nous invitent donc, comme le propose ce colloque, à « réviser les atlas » et à définir les nouvelles frontières du système-monde.

En termes méthodologiques, il se dégage clairement que ces engrenages, vus à travers les jeux et contre-jeux démographiques, ont participé au dessin d'une géographie moyen-orientale des plus complexes. Toutefois, il apparaît que la réflexion entre régime démographique et frontières politiques doit être réintégrée dans une approche plus globale, comme le souligne l'intitulé de la séance avec la question du passage du national au supranational, et par là même celle du fonctionnement du système-monde. Dans notre cas d'étude, ce thème est véritablement au cœur de la réflexion. Dans une reprise théorique, Immanuel Wallerstein (1980 : 311-325) soulignait que la vie du système-monde est faite de forces conflictuelles qui, par leur tension,

²² cf. notamment Banuazizi A., Weiner M., 1994, *The new geopolitics of Central Asia and its borderlands*, London, I.B. Tauris, et Dieckhoff A., « Israël et la Turquie : contrastes et perspectives » in Picard E. (dir.), 1993, *La nouvelle dynamique au moyen Orient. Les relations entre l'Orient arabe et la Turquie*, Paris, L'Harmattan (comprendre le Moyen Orient), pp. 141-154.

assurent sa cohésion tout en le déchirant car chaque groupe, éternellement, cherche à refondre l'ensemble en fonction de ses intérêts. Ne sommes-nous pas de plain-pied dans cette logique, ne serait-ce que par la multipolarité de l'innervation du sous-système moyen-oriental ? Les intérêts des grandes puissances mondiales lors de la guerre froide associés aux logiques des réseaux diasporiques palestiniens ou israéliens ont fait de cet espace une zone de fortes turbulences. La lecture globale en termes systémiques s'en trouve donc fortement brouillée. Jusqu'à la fin des années 80, dans une telle perspective conceptuelle, il semble que la configuration géopolitique dominante où le statut de « zones semi-périphériques »²³ qu'occupait Israël dans cette région a permis de maintenir le mouvement palestinien en périphérie du système. Aujourd'hui, face aux événements géopolitiques post-1989, la pertinence de ce modèle systémique apparaît moins pertinente. Comme l'a souligné Allan Simmons (1995), la théorie du système-monde nous permet certes de comprendre des tranches d'histoire - comme celle de la création d'Israël à la fin de la guerre froide - mais s'avère bien moins efficiente sur la période actuelle. Au Moyen Orient, la période post-guerre froide caractérisée par l'entrée fulgurante d'Israël dans le système international démontre le passage, le glissement de ce système dans une autre ère de relations et d'influences que seules les propositions méthodologiques faites à travers les théories de la régulation et de la NDIIT permettront, peut-être, de décrypter (?).

BIBLIOGRAPHIQUE

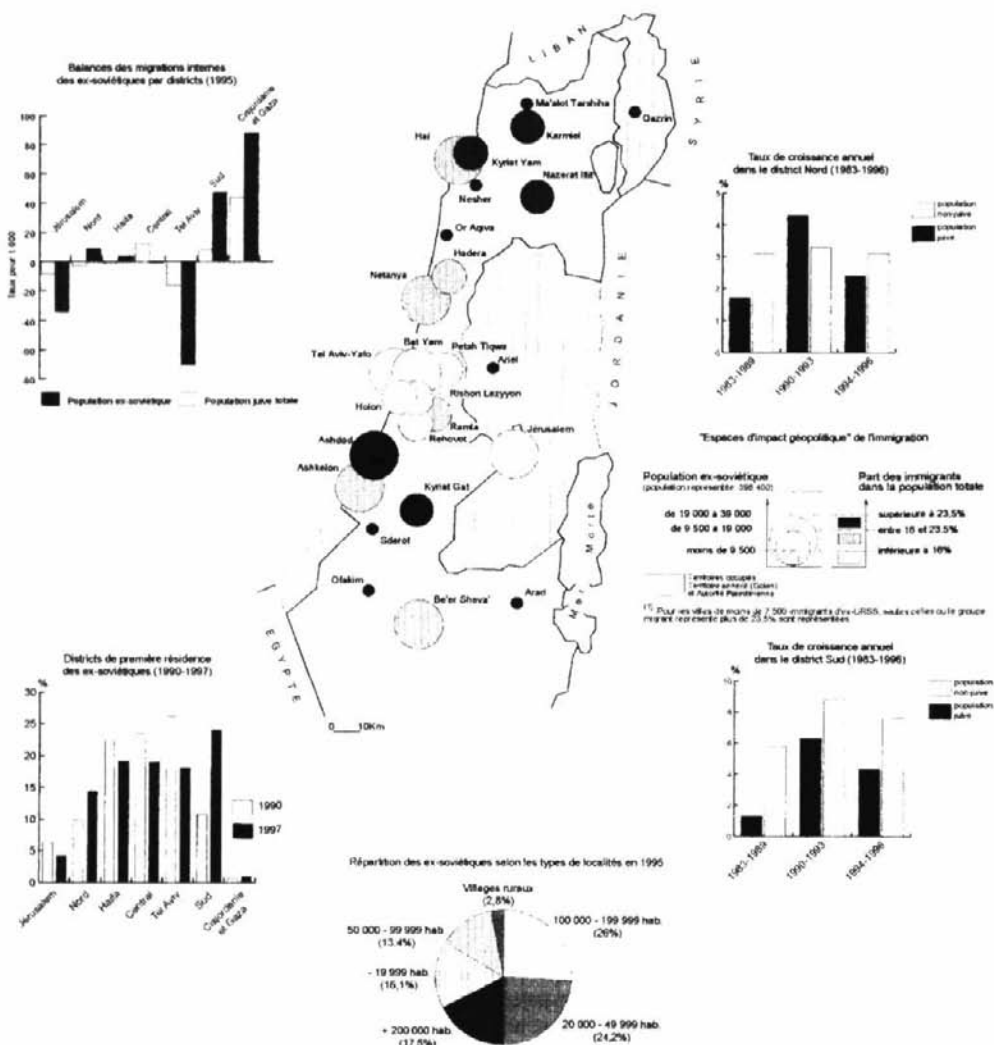
- G. ARONSON, 1990, « Soviet jewish emigration, the United States, and the Occupied Territories », *Journal of Palestine Studies*, vol. XIX, n°4, pp. 31-63.
- D. BENSIMON, 1994, *Les Juifs dans le monde au tournant du XXI^{ème} siècle*, Paris, Albin Michel, 183 p. (Présences du judaïsme).
- W. BERTHOMIÈRE, 1996, « « De l'aliyah à l'immigration » ou la lecture d'un continuum migratoire israélien », *REMI*, vol.12 (3), pp. 33-60.
- W. BERTHOMIÈRE, 1998, « Los impactos de las migraciones recientes a Israel », *Migraciones*, junio, n°3, pp. 117-138.
- CBS, 1998, *Immigrant population from Former USSR, 1995. Demographic trends*, Jerusalem, CBS, n°1076, 143 p.
- CDEH (1997), « Population Russe 1996 », *Population et Sociétés*, Moscou (en russe).
- S. DELLAPERGOLA, 1997, « Aspects socio-démographiques de l'intégration des minorités en Israël : convergences ou divergences? » in RALLU J-L. et al., *Anciennes et nouvelles minorités*, Paris, INED/John Libbey.
- A. DIECKHOFF, 1987, *Les espaces d'Israël. Essai sur la stratégie territoriale israélienne*, Paris, FEDN, 214 p. (Les 7 épées).
- A. DIECKHOFF, 1996, *Israéliens et Palestiniens : l'épreuve de la paix*, Paris : Aubier, 244 p.
- F. ENCEL, 1998, *Géopolitique de Jérusalem*, Paris, Flammarion, 283 p. (Essais).
- G. FALAH, 1991, « Israeli « judaization » policy in Galilee », *Journal of Palestine Studies*, vol. XX, n°4, pp. 69-85.
- M. FOUCHER, 1988, *Fronts et frontières, un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 527 p.

²³ Notion définie par I. Wallerstein comme « espace tampon détournant en partie les pressions politiques que certains groupes des zones périphériques dirigeaient contre les États centraux »

- C. GOLDSCHIEDER, 1992, « Demographic transformations in Israel: Emerging themes in comparative context » in GOLDSCHIEDER C., *Population & Social change in Israel*, Boulder, Westview Press, 192 p. (Brown University Studies in Population and Development).
- JMCC, 1990, *Soviet Jewish immigration and Israeli settlement in the West Bank and Gaza strip*, Jerusalem, JMCC, 68 p.
- LDLP, 1991, *Le dossier Palestine. La question palestinienne et le droit international*, Paris, La découverte, 347 p.
- D. NEWMAN, 1991, *Population, settlement and conflict : Israel and the West Bank*, Cambridge, University Press, 64 p. (Update).
- A. B. SIMMONS, 1995, « Migrations internationales et capitalisme global : examen critique des théories » in GERARD H., PICHE V., *Sociologie des populations*, Montréal, PUM/AUPELF-UREF.
- A. VICHNEVSKI et J. ZAYONTCHKOVSKAIA (1992), « L'émigration de l'ex-Union Soviétique : prémices et inconnues », *REMI*, vol.8 (Hors Série), pp. 41-65.
- I. WALLERSTEIN, 1980, *Le système du monde du XV^{ème} siècle à nos jours, Tome 1 : Capitalisme et économie-monde*, 1450-1640, Paris, Flammarion (Nouvelle bibliothèque scientifique), 331 p.

L'IMMIGRATION D'EX-URSS EN ISRAËL DEPUIS 1989

Regards sur différents traits déméo-géographiques



¹⁵ Pour les villes de moins de 7 500 immigrants d'ex-URSS, seules celles où le groupe migrant représente plus de 23,5% sont représentées.
Source : immigrant population from Former USSR 1995. Demographics trends. CBS, Jerusalem, 1996.
Statistical Abstract of Israel, 1995-1996, 1997.
Réalisation W. BERTHOMIERE, Equipe Migreur-UMR 6556 CNRS - Université de Poitiers, 1998.